Communiqué de Visa[[VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature.

Les militants de VISA, depuis 1996, recensent, analysent, dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social. VISA se veut être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l 'extrême droite dans le monde du travail.

Les 17,9 % de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, confirmés dans de nombreuses régions aux législatives, montrent que le discours fasciste s 'est installé durablement dans la société française. Cette situation ne peut nous laisser indifférents tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le FN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par nos organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudos solutions du FN qui consistent à dresser les uns contre les autres les précaires, les immigrés, les chômeurs et ceux qui ont un emploi. Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut.

Ce combat antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet. Autant que possible, cette contre offensive syndicale doit se faire dans l'unité la plus large. VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue :

– En informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure.
– En analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
– En relayant sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.
– En dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein et hors des entreprises.
– En se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans papiers.
– En aidant, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié-e-s les propositions prétendues sociales de l'extrême droite.
– En alertant sur la présence dans les structures syndicales de militants d'extrême droite se prétendant responsables syndicaux.
Novembre 2014

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes
80 / 82 rue de Montreuil – 75011 PARIS – assovisabis@gmail.com
http://www.visa-isa.org/]] au lendemain du 1er tour des élections régionales.

Le principal parti d'extrême droite a récolté 6 018 672 de suffrages au 1er tour des élections régionales, soit 27,73 % des suffrages exprimés. C'est son deuxième meilleur score en voix après la présidentielle de 2012.

A taux de participation quasi comparable, en nombre de voix, le Front national a donc gagné 1 910 781 voix supplémentaires entre les élections départementales de mars 2015 et les régionales de décembre 2015, soit une progression de 5,5 points. Il est en tête dans 6 régions et 46 départements

L’abstention se situe aux alentours de 50 %, mais sa baisse semble profiter au FN.

Le résultat du FN, suite à une campagne à tonalité très nationale, sont particulièrement inquiétants pour le syndicalisme.

Tout s’oppose entre nous et eux : À la solidarité, ils opposent le racisme de leur préférence nationale et le repli identitaire ; A la liberté, ils opposent le tout sécuritaire et la fermeture des frontières ; A l’émancipation, ils opposent le fameux « c’était mieux avant », le temps ou l’Eglise régissait les comportements ; Aux luttes collectives, ils opposent la réussite individuelle, autoentrepreneurs et petits commerçants. Au progrès social, ils opposent la discrimination et la stigmatisation des plus précaires.

Une bonne partie de la droite durcit ses propos et opte pour l’arrogance tandis que la gauche au gouvernement continue de décevoir ses électeurs, voire applique des mesures sécuritaires prônées par le FN (armement des policiers municipaux, déchéance de nationalité, création d’une garde nationale…)

Tout s’oppose aussi entre nous et les gouvernements successifs : La rigueur salariale, la précarité et le chômage jettent une partie des salarié-es dans les bras du FN, les suppressions d’emplois publics font reculer le rôle social de l’Etat, l’absence de dialogue social aggrave les sentiments de mépris et d’abandon ; La forme qu’a pris l’alternance droite / gauche a lissé les idéologies jusqu’à dissoudre les repères et les valeurs.

Mais la protestation et le désir de changement profitent au FN et non au syndicalisme. Le racisme semble se propager dans les têtes comme étant l’une des réponses à la crise économique et social. Il appartient au mouvement syndical d’inverser cette tendance, malgré les difficultés, en mettant en avant nos valeurs et nos idéaux.

Plus que jamais, VISA appelle les organisations syndicales à unir leurs efforts pour faire barrage au FN :

– En informant les salarié-es sur la réalité du FN « patron », déjà employeur dans une quinzaine de villes, dans plusieurs régions demain, et sur les positions de ses députés et sénateurs,

– En décortiquant le programme antisocial du FN, dans chaque champ professionnel jusqu’aux grandes questions de société (voir les compétences des régions page suivante),

– En menant une lutte unitaire contre les politiques d’austérité,

– En formant les militant-es syndicaux contre l’extrême droite dans des rencontres unitaires,

– En étant à l’écoute au plus près des jeunes, des salarié-es et des privés d’emplois.

Le 8 décembre 2015

Les compétences des régions

La région a pour mission de contribuer au développement économique, social et culturel de la région. Avant la loi NOTRe, les compétences des régions étaient centrées sur le développement économique, l’aménagement du territoire, la formation professionnelle, la gestion des lycées et les transports. La loi MAPTAM a, en outre, confié l’aménagement numérique aux régions.

La loi NOTRe précise : “Le conseil régional a compétence pour promouvoir le développement

économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région, le soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitat, le soutien à la politique de la ville et à la rénovation urbaine et le soutien aux politiques d'éducation et l'aménagement et l'égalité de ses territoires, ainsi que pour assurer la préservation de son identité et la promotion des langues régionales, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes".

La région définit un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation dans lequel sont précisées les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation, d'aides à l'investissement immobilier, d'aides à l'innovation et les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional. Le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises de la région. La région anime les pôles de compétitivité. VISA surveillera de très prés les agissements du FN sur ces sujets capitaux.